



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale du Havre  
Équipe Territoriale**

**Arrêté du 28 OCT. 2020**

**relatif à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées et portant prescriptions complémentaires suite au réexamen de l'étude de dangers à la société ARLANXEO ELASTOMERES FRANCE pour le site de LILLEBONNE.**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, et L. 513-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à monsieur Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'instruction gouvernementale du 12 août 2014 relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu les différents arrêtés et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la société ARLANXEO Elastomères France à LILLEBONNE notamment ceux du 31 janvier 2013 et du 4 avril 2014 ;
- Vu l'étude de dangers de la société ARLANXEO du 19 avril 2019 et du 30 décembre 2019 et les courriers du 16 avril 2019 et 26 novembre 2019 ;
- Vu le recensement des substances présentant des risques sanitaires aigus importants ou susceptibles de générer des incommodités fortes sur de grandes distances transmis le 2 novembre 2016 par la société ARLANXEO Elastomères France ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 septembre 2020 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 17 janvier 2020 ;
- Vu les observations formulées par l'exploitant par courriels du 24 février 2020 et du 04 septembre 2020.

**Considérant :**

- que l'établissement exploité par la société ARLANXEO Elastomères France sur la commune de LILLEBONNE relève du régime SEVESO seuil haut défini à l'article R.511-10 du code de l'environnement et est susceptible d'émettre dans l'atmosphère des substances présentant des risques sanitaires aigus importants ou susceptibles de générer des inconvénients fortes sur de grandes distances ;
- que conformément à l'article R515-87 du code de l'environnement, la société ARLANXEO Elastomères France a réalisé une révision de l'étude des dangers de son site sis Zone Industrielle de Port Jérôme – B.P. 80041 – 76170 – LILLEBONNE ;
- que les compléments à l'étude de dangers s'avèrent suffisants pour situer les accidents majeurs potentiels générés sur la grille nationale de criticité, figurant au point 5 de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, et prescrire des actions de renforcement de la sécurité ;
- que par ailleurs et afin d'aboutir à une situation acceptable en terme de maîtrise des risques et à la cartographie des aléas, l'exploitant a dû rechercher de nouvelles solutions techniques pour réduire les risques de l'installation ;
- que d'après le rapport établi par l'inspection des installations classées, il convient d'actualiser les prescriptions relatives à la prévention des risques accidentels de la société ARLANXEO Elastomères France à LILLEBONNE ;
- que, conformément à ce que prévoit l'article R.181-45 du code de l'environnement, il y a lieu de prescrire la mise à jour du plan d'opération interne défini à l'article R.515-100 du code de l'environnement ;
- qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de la société ARLANXEO Elastomères France sise à LILLEBONNE des dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement susvisé.

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

**ARRÊTE****Article 1<sup>er</sup> -**

La société ARLANXEO Elastomères France S.A.S., dont le siège social est situé Zone Industrielle de Port Jérôme – B.P. 80041 – 76170 – LILLEBONNE est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation de son établissement spécialisé dans la fabrication d'élastomère par polymérisation située à la même adresse.

**Article 2 -**

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

**Article 3 -**

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

**Article 4 -**

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant trois années consécutives.

**Article 5 – Cessation d'activité**

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la demande au préfet dans les formes prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement. S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## Article 6 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

## Article 7 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de LILLEBONNE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de LILLEBONNE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société ARLANXEO ÉLASTOMÈRES FRANCE SAS.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 8 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, le maire de LILLEBONNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de LILLEBONNE et à la société ARLANXEO ÉLASTOMÈRES FRANCE SAS .

Fait à ROUEN, le **28 OCT. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,  
et par délégation,  
le secrétaire général



Yvan CORDIER